

CIBLE

Agir !

Tandis que la crise du marché hypothécaire américain continue de faire sentir ses effets redoutables et ralentit notre très faible croissance, la Banque centrale européenne s'obstine, par la voix de Jean-Claude Trichet, dans sa stratégie de l'euro fort.

Nous savons que cette obsession pénalise des secteurs industriels décisifs pour notre pays. Même *Le Monde* a récemment souligné que « *Quand l'euro s'apprécie de dix centimes face au dollar, Airbus perd 1 milliard d'euros* ». Or l'euro ne cesse de monter...

Nicolas Sarkozy est dans son rôle lorsqu'il demande, timidement, que l'on puisse discuter de la politique monétaire en zone euro.

Mais l'heure n'est plus aux discours. Il faut agir, et vite. Même si certains pays membres de la zone euro s'accommodent d'une situation qui est pour nous insupportable. Autrement dit, il ne faut pas hésiter à ouvrir une crise majeure qui permettra, à terme, de changer les statuts de la BCE.

Nicolas Sarkozy se présente comme un homme d'action, adepte de la rapidité et des franches ruptures. Il doit immédiatement en apporter la preuve dans le domaine monétaire. Sinon il apparaîtra comme un activiste bavard et sera discrédité.

Darwinisme social

L'idéologie de Sarkozy

Immigrés

**Xénophobie
d'État**

p. 3 et p. 8

Idées

**Régis
Debray**

p. 9

Dopage à l'héroïsme

**Jean Jaurès (22 fois cité dans son discours de Toulouse en avril 2007),
Léon Blum, Albert Camus, Raymond Aron, Michelet, le général de Gaulle
et maintenant Guy Môquet... Nicolas Sarkozy n'est pas avare de récupérations
historiques. Mais trop, c'est trop !**

On sait trop à quoi sert la mémoire nationale en période d'élection : chaque candidat en tire, comme d'un bric-à-brac, accessoires et postiches utiles pour étayer sa posture et se conférer une dimension historique. Ségolène Royal ne continue-t-elle pas à se comparer à Jeanne d'Arc ? À cet exercice, l'actuel président s'est révélé un chineur de premier ordre, laissant ses conseillers rameuter les figures les plus diverses, dont celles qui auraient été les plus hostiles à sa cause.

Ces exercices ont cessé d'être amusants le jour de l'intronisation du nouvel élu, quand il a fait lire la lettre écrite avant le peloton d'exécution par Guy Môquet - ce garçon de 17 ans, communiste, dont la mort sous les balles nazies le 22 octobre 1941 à Châteaubriant a transcendé la personne pour en faire un emblème de la résistance à l'Occupant. Et Nicolas Sarkozy de prescrire

qu'on lise dans les écoles à la date anniversaire cette lettre à sa mère qui commence par les mots : « Je vais mourir... »

Avions-nous touché le fond des vanités pour remonter, tardivement mais clairement, à une altitude digne du discours présidentiel ? On attendait encore de savoir dans quels combats actuels cette conscience patriotique ressourcée serait conviée à s'investir. Au profit de quelle cause vitale cet appel à l'héroïsme ?

La réponse n'a tardé que de quelques mois, mais nous l'avons : la lettre du jeune martyr a été lue dans les vestiaires aux rugbymen de l'équipe de France comme une injection d'adrénaline avant le match contre leurs adversaires d'Argentine... Que leur victoire escomptée ait été érigée par le président en grande cause nationale, qu'elle ait été censée concourir - on ne sait comment - à la reprise de la croissance (*Je veux trois pour cent !*), que l'entraîneur Laporte ait été pressenti par le

même pour devenir ministre des Sports... sont des circonstances annexes mais significatives des ambitions politiques nouvelles.

Certes, en dépit de l'implant patriotique, le match fut piteusement perdu par notre équipe - pied de nez de Guy Môquet à cette pantalonade. Mais ce n'est pas la première fois que la Résistance à l'hydre nazie et les persécutions de la dernière guerre sont convoquées ou invoquées au service de cet étrange président. En pleine campagne électorale, redescendant du Plateau des Glières, devant les journalistes qui attendent son sentiment, Sarko le maquisard n'a rien de plus pressé que d'entamer une diatribe contre... François Bayrou. Et rappelez-vous l'épisode grotesque du yacht de Malte prêté au nouvel élu par Vincent Bolloré. À ceux qui s'indignaient qu'un nouveau président affiche impudiquement sa dépendance à l'égard des riches, le capitaliste de répondre que son père a hébergé de

même... Léon Blum à son retour de Buchenwald. Enfin tout récemment, devant les patrons du Medef, n'est-ce pas le président Sarkozy qui compare la dénonciation des infractions patronales à la dénonciation des juifs sous le nazisme ?

Guy Môquet, Jaurès, Blum, les martyrs de la Shoah, qui va-t-il rameuter encore pour inciter les joueurs à jouer leur match, la croissance à repartir, les opposants à se taire et les capitalistes à multiplier leurs bienfaits pour un chef d'État si désireux de leur ressembler (*En politique, j'irai au plus haut. Après... je ferai de l'argent*) (1). Que ne lui suffit-il de brandir la liste des invités au Fouquet's le soir du 6 mai - Halliday, Clavier, Virenque, Boli, Laporte (auteur du *dopage à l'héroïsme*), Bouygues, Bolloré (sauveur du nouvel élu traqué), Arnault, Bernheim, Desseigne, Rothschild, Dassault, Frère et le canadien Desmarais, détenteurs à eux tous d'une bonne tranche du gâteau français. Voilà une galerie de héros à donner en exemple.

Non, vous voulez *ratisser large*, et pour le confort des susnommés, convoquer tout l'honneur et toute la sainteté de la planète ?

Rentrez plutôt sous terre, vermisseaux, ronger les restes du cadavre économique, et dépêchez-vous ! Car il n'est pas dit que la France tolère longtemps votre grand amour de l'argent, votre dédain du peuple et votre haine à peine cachée de l'étranger !

Luc de GOUSTINE

(1) Rapporté par Laurent Mau-
duit dans *Marianne*.

royaliste 
BILAN 2007 - DIRECTEUR POLITIQUE : HENRI DE LAUNAY

SOMMAIRE : p.2 : Dopage à l'héroïsme -
p.3 : Confusions ministérielles - Le Théâtre
de l'absurde - p.4 : Une politique d'illusion-
nisme - p.5 : L'Europe dans l'Otan - p.6/7 :
L'idéologie du Président - p.8 : La Revue -
Le temps des immigrés - p.9 : Éloge de
l'État spectacle - p.10 : L'avocat de la terreur
- Camarade roi - p.11 : Action royaliste -
p.12 : Éditorial : Guerre éclair.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Confusions ministérielles

Nicolas Sarkozy parle de tout et semble tout faire. Conséquences : ses ministres disent qu'il importe quoi et le Premier ministre se livre à des propos absurdes avant de se démentir.

Le démenti est en passe de devenir le sport favori des ministres. C'est fou le temps qu'ils perdent à dire qu'ils n'ont pas dit ce qu'ils viennent de dire ou ce qu'ils ont dit la semaine précédente.

Le champion du coq-à-l'âne, c'est l'inénarrable docteur Kouchner. On se souvient qu'il avait évoqué l'éventualité d'une guerre contre l'Iran au cours d'une émission de radio. Le mot avait suscité une inquiétude légitime et le présumé ministre des Affaires étrangères s'était employé à démontrer, lors d'un voyage à Moscou, qu'il était pour la négociation.

Le 20 septembre à Washington (1) il fut confronté à des manifestantes qui brandissaient une banderole contestataire : « **Bush + Kouchner : Va-t-en-guerre sans frontières** ». Le supposé ministre promit alors de ne plus prononcer le mot *guerre* avant d'employer à nouveau ce *non-mot* et de commettre un intéressant lapsus : *le pire, c'est la paix*. Il est vrai que la prospérité médiatique de Bernard Kouchner est directement fonction des conflits armés (2).

Sur un sujet moins dramatique, on a également entendu une suite de propos contradictoires sur les cultures d'OGM - le ministre de l'Environnement annonçant un gel qui a provoqué la colère des syndicats agricoles et un démenti du porte-parole du gouvernement assurant qu'aucune

décision n'avait été prise. Bravo pour la coordination !

Il est vrai que le Premier ministre en personne a donné l'exemple du cafouillage. Lors d'une visite en Corse, le 21 septembre, l'insignifiant Fillon a donné des signes inquiétants de confusion intellectuelle : « *Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite sur le plan financier, je suis à la tête d'un État qui est depuis 15 ans en déficit chronique, je suis à la tête d'un État qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans. Ça ne peut pas durer* ». Bien entendu, cette déclaration est parfaitement absurde car le Premier ministre confond la faillite (l'État ne peut honorer ses engagements) et le déficit qui est une bonne chose lorsqu'il est utilisé pour soutenir la croissance économique.

Le pauvre Fillon s'est-il aperçu que ses propos portaient condamnation des précédents gouvernements de droite et notamment de Nicolas Sarkozy qui fut un temps ministre des Finances ? Le fait est qu'il se rétracta le jour même.

La morale de ces histoires ? Des ministres à la triste figure peuvent manquer du sérieux élémentaire.

Annette DELRANCK

(1) cf. l'article de Corinne Lesnes, *Le Monde* du 21 septembre.

(2) Pour une analyse solide et une bonne anticipation de la question iranienne, cf. Yves La Marck, *Royaliste* n° 899.

Le théâtre de l'absurde

Nicolas Sarkozy fait de la surenchère par rapport à lui-même : la loi de 2006 sur l'immigration est à peine entrée en vigueur qu'il lui faut un nouveau dispositif, contraire à la tradition française et qui heurte les principes du droit.

Comme Jean-Marie Le Pen naguère, Brice Hortefeux prétend défendre l'identité nationale au mépris d'une tradition française multi-séculaire. Cette tradition est celle du droit du sol, juridiquement proclamé dans la France monarchique du XVI^e siècle et repris par les régimes non monarchiques : cette tradition fonde une conception politique et égalitaire de la citoyenneté et une distinction seulement juridique du Français et de l'étranger.

Or la loi Hortefeux adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale viole délibérément cette tradition française et plusieurs principes fondamentaux de notre droit en autorisant les enquêtes sur les origines ethniques de la population, en permettant la demande de tests ADN à des candidats au regroupement familial (1) et en posant de nouveaux obstacles au droit à vivre en famille. Normalement, le Conseil constitutionnel devrait pulvériser ce fatras xénophobe et racialisant.

Juridiquement infondé, le dispositif xénophobe est politiquement contraire aux intérêts de la France. Les mafieux de tous pays peuvent sans difficultés obtenir tous les faux papiers dont ils ont besoin. Mais, chaque jour, partout dans le monde, on humilie des citoyens honnêtes

qui veulent travailler dans notre pays ou simplement le visiter en leur imposant des démarches longues et coûteuses que la bureaucratie complique à plaisir.

Aux critiques actuellement formulées par les juristes, les sociologues, les démographes, j'ajoute une opinion personnelle : cette législation conçue pour séduire l'électorat lepéniste (les municipales approchent) est absurde. Elle est politiquement absurde : la contestation lepéniste est pour partie une forme de protestation sociale qu'aucune législation xénophobe ne pourra étouffer.

Elle est techniquement absurde car les étrangers pauvres qui veulent venir en France seront incités à passer clandestinement les frontières (s'ils sont très pauvres) ou à acheter les tests biologiques (s'ils ont quelques moyens). Après les professeurs qui, dans de nombreux pays, vendent de faux diplômes, ce sont les médecins qui vont se frotter les mains !

Une fois de plus, nous allons vérifier qu'une règle excessivement durcie favorise la corruption.

Sylvie FERNOY

(1) Le regroupement familial, présenté comme le vecteur de « l'invasion immigrée », est un phénomène de très faible ampleur : chaque année, 23 000 personnes en bénéficient.

Politique d'illusionniste

Nicolas Sarkozy est passé maître dans l'art de faire du neuf avec du vieux et de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Mais les réactions que ses discours suscitent doivent être examinées avec attention.

Rien lors de son discours *social* du 18 septembre n'a été annoncé que nous ne savions déjà. Il nous avait déjà fait le coup le 30 août lors de son déplacement à l'université d'été du Medef : l'allocution qu'il a prononcée devait être le discours de politique économique de son début de quinquennat. Il s'est contenté de ressasser sous une forme différente le contenu de son programme de campagne et de redire ce qu'il avait déjà dit au cours de ses premiers mois à l'Élysée. Qu'importe ! Cela lui permet d'occuper le devant de la scène, de faire l'actualité et de faire parler de lui.

Croissance défaillante

Depuis son élection, la situation économique a pourtant changé. Pour que la politique, mise en place dans le cadre du *paquet fiscal* voté en juillet, porte ses fruits, il fallait que la croissance soit au rendez-vous. Or, tous les instituts et organismes nationaux ou internationaux ont revu leurs prévisions à la baisse. Qui parle encore aujourd'hui du *paquet fiscal* ? Qui ose encore évoquer les retombées à attendre de la défiscalisation des heures supplémentaires ? Le président de la République préfère détourner l'attention vers les bénéficiaires des régimes spéciaux de retraite (*une situation indigne* a-t-il déclaré à Rennes le 9 septembre

dernier), vers ces fainéants de fonctionnaires accusés de creuser le déficit de l'État et d'alourdir la dette publique (discours du 19 septembre à Nantes) ou vers ces chômeurs qui passent leur temps à frauder au lieu de rechercher un emploi.

Derrière les réformes qu'il prône, concernant les 35 heures, le Smic, l'assurance chômage, les régimes spéciaux, la dépendance, la représentativité syndicale... se profile une nouvelle étape dans la déconstruction du modèle social français. Lorsqu'il propose de privilégier l'accord d'entreprise sur la loi, de laisser un comité d'experts décider, chaque année, de l'évolution du Smic, d'encourager les assurés sociaux à souscrire des contrats avec des mutuelles ou des assurances privées pour se prémunir contre le risque maladie, de recourir au privé pour assurer des missions jusque-là dévolues à la fonction publique, lorsqu'il cherche à réduire l'influence des syndicats... il accélère le processus entamé par Balladur et poursuivi ponctuellement par Juppé, Jospin, Raffarin et Villepin.

Les réactions qu'il a suscitées dans le monde syndical et patronal sont plus intéressantes à analyser que ses déclarations. Alors que Nicolas Sarkozy invitait les partenaires sociaux à *sortir des*

jeux de rôles et de *prendre leurs responsabilités*, les réactions du Medef, de la CGT et de la CFDT étaient caricaturales, trop conformes à ce qu'on attendait d'eux pour être sincères. Laurence Parisot a parlé d'un *projet fondateur* ; Bernard Thibault a roulé des biscoteaux appelant à la mobilisation le 13 octobre, histoire de canaliser les mécontentements ; François Chérèque, confondant réformisme et accompagnement des réformes, et tout en se félicitant des chantiers ouverts, a fait les gros yeux reprochant au gouvernement un calendrier trop serré et réclamant un *agenda social* : le président de la République doit certainement encore en trembler, et le secrétaire général cédédiste doit s'étonner lui-même de son audace.

Syndicats anesthésiés

Tous trois ont obtenu ce qu'ils voulaient : le Medef, la reconnaissance prochaine de la négociation d'entreprise et sa prééminence sur la loi ; les deux confédérations syndicales, la réforme de la représentativité qui devrait leur permettre de grossir leurs rangs : l'une et l'autre n'étant plus à une trahison près. Quant à la CGT-FO, elle cherche à renouer avec ses principes fondateurs et à se débarrasser d'une minorité trotskiste encombrante. Enfin, loin de ces postures et des jeux

d'appareil, la CFTC se berce d'illusions en continuant de croire qu'il est encore possible, avec ce gouvernement, ce patronat et dans le contexte actuel, de construire un modèle social approprié à la France de demain.

Discours idéologique

Bien qu'il s'en défende, le discours du président de la République sur la nécessaire réhabilitation du travail et de sa valeur dans un pays où on ne travaille pas suffisamment, est d'abord idéologique. La France est le pays au monde qui a le taux d'emploi le plus élevé chez les 25-54 ans. En revanche chez les jeunes et ce qu'il est désormais convenu d'appeler les *seniors*, nous avons des progrès à faire : or, pour favoriser l'emploi des 16-24 ans, les entreprises et le gouvernement n'ont à proposer que des emplois au rabais. Pour les 54-60 ans, ce sont les entreprises qui se débarrassent des plus vieux, et c'est le gouvernement qui se vantait, dans le cadre du plan de restructuration Power 8 d'Airbus en mars dernier, de ne procéder à aucun licenciement et de recourir aux préretraites.

Par ailleurs, plutôt que de déclarer qu'il irait chercher la croissance *avec les dents*, Nicolas Sarkozy ferait mieux de relancer l'investissement des entreprises et de l'État, la recherche développement par une politique volontariste. Au lieu de cela, il cherche à favoriser la consommation des ménages dont les gains à attendre en matière de croissance sont marginaux. Certes, l'État s'est privé de lui-même d'une partie des moyens qui lui permettaient autrefois d'intervenir dans l'économie, mais il lui en reste : l'État fédéral allemand envisage d'entrer dans le capital d'entreprises stratégiques pour favoriser son développement industriel. Pourquoi ce qui est possible outre-Rhin ne le serait-il pas en France ?

Nicolas PALUMBO

L'Europe dans l'Otan

Pendant que Bernard Kouchner évoque la possibilité d'une guerre avec l'Iran⁽¹⁾, Nicolas Sarkozy dit qu'il cherche à relancer l'Europe; il y trouve l'Otan.

Le discours européen du nouveau chef de l'État est volontariste. Sous couvert de présidence européenne en 2008, il entend rassembler, unir, gommer ce qui divise comme sur le Kosovo ou la Turquie (2). Le traité simplifié est pour lui la clé de la formulation d'un service diplomatique européen parce qu'instaurant une politique étrangère et de sécurité commune. Ainsi l'Europe pourrait s'affirmer comme un partenaire d'égal à égal avec les Américains.

On n'y a cru que l'espace d'un instant. La réalité est soudain apparue sous des jours très différents. Les contradictions du projet indiquent la voie vers un tout autre dessein. Quels sont en effet les vrais motifs de la posture européenne : des économies budgétaires. La lettre de mission adressée à M. Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes, comme celle de M. Morin, ministre de la Défense, deux départements confiés - et pour cause - à des ministres d'ouverture, sont claires. Elles coïncident sur la demande de la rédaction d'un livre blanc dont l'objet déclaré - la redéfinition des objectifs - devra clairement se décliner en désendettement de l'État et en baisse du nombre des fonctionnaires. Moins de diplomates, moins d'ambassades, moins de forces prépositionnées : tout le réseau extérieur qui faisait notre différence avec la plupart des autres pays européens. On espère en même temps réintroduire le surcroît de dépenses dans la caisse commune repre-

nant à notre compte le vieil argument des États-Unis dans l'Otan : le partage du fardeau.

Oui, mais voilà le hic : personne ne veut nous suivre. Nous sommes seuls avec notre siège permanent au Conseil de Sécurité et nos Mirages. Qui peut l'ignorer ? Pourquoi ce qui n'a pas marché avec de Gaulle en 58-63, Mitterrand en 84 ou encore avec Chirac en 95-96 marcherait-il mieux cette fois ? Statut privilégié au sein de l'Otan ou Europe indépendante, Sarkozy n'est pas dupe de son prétendu volontarisme. Mais il en tire à l'avance la conclusion inverse de ses prédécesseurs. Une fois la preuve faite de l'impasse de la *Politique européenne de sécurité et de défense* (PESD) au cours de cette année 2008, plutôt que d'en revenir à une posture nationale *repensée* telle que Hubert Védrine - croyant à sa rénovation - vient encore de la réaffirmer, Sarkozy ira au contraire plus avant dans le partenariat avec l'Otan et donc l'Amérique. Bush aura entre temps cédé la place à *Billary* (3) et rien ne viendra plus entraver la rénovation de l'Alliance dès le début 2009.

Si le rapport Védrine sur la mondialisation n'avait considéré cette option pour crédible, et consacré autant d'espace à la réfuter, nous aurions, une nouvelle fois, été seuls à crier dans le désert. On a pourtant peu de peine à en révéler les contradictions : si nous voulons être pris au sérieux par les Américains, nous ne devons pas relâcher notre effort de défense et donc les dépenses de modernisation des grands systèmes d'armes ; nous ne

pourrons pas plus échapper au rôle de *gendarme régional* qui arrange si bien Washington en Afrique ou dans l'océan Indien. Donc nous n'en retirerons aucun profit économique ou budgétaire. De même, on voit mal les Américains se passer de leurs nouveaux alliés inconditionnels, bulgares, tchèques ou polonais (plus complexes, les Hongrois qui - passé oblige - ne sont dupes, ni de Washington ni de Sarkozy). Quel rôle privilégié aurons-nous acquis ? Remplacerions-nous pour autant les Anglais voire les Allemands dans le statut du meilleur élève de la classe atlantique ? Enfin qui nous dit que les Américains souhaiteront encore l'Otan et ne lui préféreront pas des coalitions ?

Ces objections, aussi fondées qu'elles soient, n'ont cependant qu'un effet quasi nul sur un homme persuadé de son bon droit. Elles ne pèsent que sur la méthode utilisée. S'il s'agit d'accrocher le char français au train américain, Sarkozy, quoi qu'il en ait, sait qu'il doit agir avec prudence sans heurter l'opinion. D'où le détour par l'Europe. Mais ce n'est qu'un détour. Il n'y a rien de plus important aujourd'hui pour lui que la relation franco-américaine ou plutôt le rêve de cette relation entretenue par un homme qui n'a rien à offrir par lui-même.

Yves LA MARCK

(1) Voir à ce propos l'article « *L'Iran, Bush et l'élection française* » paru dans *Royaliste* n° 899 du 5 mars 2007.

(2) L'évolution annoncée sur la Turquie a plus à voir avec le souci de déférer aux souhaits américains et à sa qualité de membre de l'Otan qu'avec celui de ne pas diviser l'Europe.

(3) Bill et Hillary Clinton.

BRÈVES

◆ **BULGARIE** – Objet d'allégations calomnieuses concernant de prétendus rapports qu'il aurait entretenus jadis avec le KGB, le roi Siméon a vivement réagi : « *Au cours des dernières années, je me suis habitué à être l'objet de calomnies et d'insultes. Mais je ne me suis jamais attendu à ce que des personnes s'avilissent ainsi et fabriquent une campagne aussi infâme. Je suis surpris de la légèreté de quelques médias qui rapportent des mensonges sans regrets et sans respect de leur éthique professionnelle* ». Le roi a ajouté : « *Beaucoup de personnes qui ont un passé peu clair et une conscience coupable ne peuvent accepter le fait que j'ai sauvé ma dignité et le nom de la Bulgarie durant toute ma vie bien que j'ai été chassé par le régime* ». Commentant cette affaire Metodi Andreev, l'ancien président de la Commission parlementaire sur le dossier des services secrets a déclaré que « *le dernier monarque bulgare serait plutôt une victime qu'un agent des services secrets communistes* ».

◆ **NÉPAL** – La monarchie népalaise est peut-être en train de vivre ses derniers instants. Ayant perdu l'essentiel de ses pouvoirs, le roi Gyanendra vit reclus dans son palais qui a été nationalisé. Le 22 novembre prochain, une Assemblée constituante doit être élue qui décidera du sort de la monarchie. Faisant monter la pression, les ex-rebelles maoïstes viennent de démissionner du gouvernement accusant les partisans du roi de saboter les prochaines élections. Mais le coup le plus dur vient du Parti du Congrès, traditionnellement royaliste, qui envisage de se rallier à l'idée de l'instauration d'une république fédérale. Girija Prasad Koirala, son président et actuel Premier ministre du Népal a indiqué qu'« *il était du devoir du parti de s'avancer pour satisfaire aux aspirations du peuple* ».

◆ **BELGIQUE** – A l'appel de l'association Pro Belgica, des centaines de personnes ont participé à la cérémonie qui commémore chaque année l'anniversaire de la révolution de septembre 1830 qui a chassé les Néerlandais et mené à l'indépendance de la Belgique. Cette année, alors que le pays traverse une grave crise institutionnelle qui pourrait conduire à son éclatement, la participation a été beaucoup plus importante. La princesse Rosalie de Mérode, descendante directe de Félix de Mérode qui fut une des figures de proue de la révolution belge et cofondatrice de Pro Belgica, a remarqué : « *Aujourd'hui, beaucoup de gens se sont joints à nous par affection et par amour pour la Belgique* » ajoutant : « *Nous formons des vœux vibrants et sincères de bonne continuation à notre chère Belgique* ».

◆ **ESPAGNE** – Aux cris de « *les Catalans n'ont pas de roi* » et « *moi aussi je brûle la couronne espagnole* », quelques dizaines de manifestants ont mis le feu à des photos de la famille royale espagnole. Ils voulaient apporter leur soutien au jeune Jaime Roure, poursuivi par la justice après avoir brûlé une photo du roi il y a quelques jours à Gérone pour protester contre la visite de Juan Carlos dans cette localité de Catalogne. Cet incident, qui a ouvert un débat dans les médias sur la liberté d'expression, a été condamné fermement par le gouvernement socialiste au pouvoir, dans une Espagne où le délit d'injures à la royauté est passible de six mois à deux ans de prison. Le jeune Roure a été laissé en liberté après avoir déposé devant un juge de l'Audience Nationale, plus haute instance pénale espagnole.

L'idéologie du président

Il rassemble la gauche et la droite, il est apprécié des Français, il est actif, il voit tout, il sait tout, il agit sur tout, il parle vrai, il conçoit les réformes et même il les applique, bref d'après les media unanimement séduits nous aurions enfin touché le président idéal. Je laisse à d'autres dans nos colonnes le soin d'extraire le vrai du faux dans ce cortège de louanges, pour reprendre un point qui, après avoir fait couler un (tout petit) peu d'encre s'est déjà enfoncé dans l'oubli : l'idéologie du président Sarkozy.

Souvenez-vous : avant les élections, le candidat Sarkozy avait affirmé qu'il considérait que les comportements humains étaient prédéterminés, et – implicitement – que l'on pouvait alors parler de pré-délinquants pour tous ceux qui présenteraient des gènes menant inéluctablement à des conduites incompatibles avec les normes sociales.

Citation :

Michel Onfray : « ... Pour autant, on ne naît pas homosexuel, ni hétérosexuel, ni pédophile. Je pense que nous sommes façonnés, non pas par nos gènes, mais par notre environnement, par les conditions familiales et socio-historiques dans lesquelles nous évoluons. »

Nicolas Sarkozy : « Je ne suis pas d'accord avec vous. J'inclinerais, pour ma part, à penser qu'on naît pédophile, et c'est d'ailleurs un problème que nous ne sachions soigner cette pathologie. Il y a 1 200 ou 1 300 jeunes qui se suicident en France chaque année, ce n'est pas parce que leurs parents s'en sont mal occupés ! Mais parce que, génétiquement, ils avaient une fragilité, une douleur préalable. » (1)

Certes il n'est jamais bon de déduire toute une idéologie d'une seule phrase; mais lorsqu'on relie certaines positions du président entre elles, on ne peut que constater leur convergence. La fascination de Nicolas Sarkozy pour *les entrepreneurs qui ont réussi à la force du poignet* (2) et plus généralement ses liens privilégiés avec la *jet society* des media, du spectacle et des affaires d'un côté, de l'autre les nouvelles lois sur la récidive et sur le confinement à perpétuité des délinquants sexuels (pour commencer ?), prennent tout leur sens quand on l'inscrit dans cette idéologie : il y a les forts et les faibles, les nés-bons et les nés-mauvais, ceux que leur génotype a fait doués et ceux qu'il rend dangereux. Il faut faire avec, autrement dit : favoriser les gagnants et se protéger des perdants du grand jeu de la génétique. Ces idées ont un nom, c'est du darwinisme social, ce sont elles qui ont servi de caution lorsqu'il s'est agi, au début de la révolution industrielle, de justifier l'esclavage au sud et le prolétariat au nord. Et l'on sait les monstruosité que cette idéologie a enfantées au vingtième siècle. Alors, si notre président fait partie de ce groupe, cela mérite d'aller y voir de plus près.

Puisque ce discours s'appuie sur une justification scientifique, il faut d'abord se poser la question au niveau scientifique : il n'y aura pas d'analyses morale ou philosophique dans cet article, bien qu'elles soient certainement indispensables. Donc question : y a-t-il des gènes du comportement ? La citation de M. Sarkozy, qui additionne une délinquance innée (pédophilie) et un terrain préalable (fragilité psychologique), montre d'ailleurs qu'une telle question en contient deux, qu'il faut considérer séparément :

1) Y a-t-il des gènes pour le comportement comme il y en a pour la couleur des yeux ou de la peau ?

2) Les comportements sont-ils dirigés par ces gènes de façon univoque et déterministe ?

Qu'il y ait des gènes qui organisent le comportement, cela ne fait aucun doute. Une petite précision préalable : il ne peut évidemment pas exister de gène de la *pédophilie*. S'il existe un gène gérant la sexualité, tout le monde le possède, et seuls certains de ses allèles (ses variantes) aboutissent à un comportement déviant ; surtout, un trait (physique ou psychologique) est habituellement la résultante d'une combinaison de gènes, qui chacun ont plusieurs effets.

Pour revenir à notre question, on a pu démontrer que certains comportements sont hérités génétiquement dans les cas où ils se manifestent à l'identique d'une génération à l'autre chez les espèces où les rejets naissent orphelins (c'est le cas de nombreuses espèces d'invertébrés et de poissons, batraciens et reptiles dont les parents meurent ou disparaissent immédiatement après la ponte). Plus encore,

chez toutes les espèces animales, y compris les mammifères, on est capable de sélectionner des races qui présentent de façon héréditaire des caractéristiques éthologiques particulières. Les Russes avaient tenté jadis de sélectionner des renards argentés *gentils*, afin d'en faciliter l'élevage pour leur peau. Ils ont en effet rapidement obtenu une race sociable, mais qui, hélas, avait perdu sa belle fourrure : agressivité et qualité du poil étaient gérés par le même ensemble de gènes. À ce niveau M. Sarkozy a raison, il peut y avoir un *terrain génétique préalable* pour des grands traits comportementaux : agressivité, fragilité psychologique, etc., mais quel rôle joue-t-il chez l'homme ?

Cela nous mène à la deuxième question : y a-t-il corrélation significative entre un génotype donné et un comportement précis ? Ou, pour aller directement au cœur du propos de notre président : la délinquance est-elle déterminée par la génétique ? La réponse est très clairement non. (3) Les agissements d'un individu ne peuvent pas être déduits point par point de sa *carte génétique*. Il n'est pas question dans cet article de décrire en détails la chaîne des instruments et mécanismes, tant génétiques et neurologiques que cognitifs et psychologiques, qui vont du gène à son expression. Elle est extrêmement complexe et aboutit à une grande variabilité de réponses à partir d'un génotype identique et de situations et stimuli extérieurs similaires.

Chez l'être humain en particulier, les circuits mis en œuvre pour aboutir à un comportement donné sont si nombreux et si entrecroisés que la part acquise par l'expérience de l'individu joue, dans les cas normaux, un rôle prépondérant, ce qui rend d'ailleurs souvent ses réactions imprévisibles. Cette multiplicité réduit fortement le déterminisme génétique ; en d'autres termes, c'est elle qui *autorise* le libre-arbitre. Prenons un exemple tout à fait hypothétique : s'il existait un gène de l'ambition sociale, le même allèle, en fonction de l'histoire et des choix du sujet, pourrait donner dans une même famille un ministre de la Justice et un narcotraffiquant. On voit que si l'on peut retrouver le *gène de la pédophilie* (qui n'existe pas) chez un pédophile avéré, ce même gène se retrouvera aussi chez un nombre considérable d'individus complètement étrangers à cette déviance et qui seraient les premiers surpris d'apprendre qu'ils sont fatalement, par prédétermination génétique, de dangereux criminels.

Petit rappel de *mathématiques modernes* : même si tous les éléments de l'en-

semble A (les pédophiles) possèdent une caractéristique B (le gène de la pédophilie) - ce qui reste à démontrer -, on ne peut absolument pas en déduire que tous les individus possédant B appartiennent à A. Défendre la position *on naît pédophile* est assez similaire d'un point de vue logique à soutenir que *les chiens ont quatre pattes, or mon chat a quatre pattes, donc mon chat est un chien*. Il est par ailleurs illusoire, du fait de la complexité de ces combinaisons, de vouloir établir la carte génétique de tous les individus et *s u r v e i l l e r* particulièrement tous ceux qui auraient un allèle *à risques* : il y a tellement de gènes et de mécanismes neurologiques potentiellement impliqués dans un comportement de délinquance comme la pédophilie, que chacun de nous doit en posséder quelques-uns, et cela reviendrait à mettre en fiches la totalité de la population. De telles constatations détruisent donc tous les arguments des tenants du darwinisme social, et il reste proprement aberrant de faire l'amalgame, chez les humains, entre un génotype donné et un comportement social. M. Sarkozy commet une erreur scientifique grave en soutenant que l'on naît pédophile.

Vient alors une question toute bête : s'il est prouvé que le darwinisme social, qui se veut scientifique, n'est pas fondé scientifiquement, pourquoi y a-t-il encore des tenants de cette idéologie ? C'est qu'il y a le fait gratifiant de pouvoir se classer dans une *élite naturelle*. Justifier d'une supériorité sociale par le fait génétique, c'est se libérer de tout devoir vis-à-vis des autres. On ne doit rien à la société si l'on tire sa situation de sa propre nature. Mais il y a aussi et surtout une banale affaire d'intérêts financiers : si les délinquants, voire les prolétaires, sont destinés à l'être du fait de leur génotype, fournir quelque effort que ce soit pour cette *racaille*, par nature ni améliorable ni réeducable, reviendrait à jeter l'argent par les fenêtres. Donc soyons darwinistes sociaux, vivons entre privilégiés *naturels*, et laissons tomber le reste en toute bonne conscience. On pourra à la rigueur remplacer la solidarité (contraignante) par la charité (gratifiante). Confiscation de la richesse



**"J'incline à
penser
qu'on naît
pédophile"**

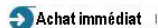
et du pouvoir par les uns, surveillance généralisée ou prison pour les autres. Cela vous rappelle-t-il quelque chose ?

De tout ceci nous pouvons tirer au moins une conclusion : tant que M. Sarkozy n'aura pas levé l'ambiguïté sur sa position, un doute très sérieux subsistera sur l'idéologie et les motivations qui le mènent. Or on ne peut accepter pour un chef d'État en France d'être si peu que ce soit partisan de cette idéologie : outre le danger énorme de dérive fasciste qu'elle présente dans son application en politique (4), elle est en opposition absolue avec la conception française du rôle du chef de l'État, dont une vocation essentielle depuis Saint Louis est de protéger les faibles contre les puissants et de faire prévaloir, auprès des citoyens, la justice sur la force. Il faut bien constater que, dans les premières actions de notre président, c'est l'inverse qui tend à se produire.

François VILLEMONTAIX

(1) *Philosophie Mag*, n° 8.

(2) Citation du discours de Nicolas Sarkozy au Medef dans *Le Monde* du 31 août 2007.

(3) Je conseille vivement la lecture du livre de Pierre Roubertoux - « *Existe-t-il des gènes du comportement ?* », Odile Jacob, 2004, prix franco : 29 €. 

(4) *Royaliste* n° 899, « *Vers le fascisme ?* » pp. 6-7.

La Revue

Si vous voulez suivre la politique étrangère, inutile de regarder la télévision : images spectaculaires, commentaires débiles, c'est le cliché qui domine quand ce n'est pas la mauvaise foi et la rétention d'informations. L'observation vaut pour l'Iran - nous y reviendrons - et surtout pour la Russie, réduite à la figure de Vladimir Poutine, rituellement dénoncé comme autocrate sanglant alors que les gestionnaires du système concentrationnaire chinois sont présentés avec une étonnante complaisance.

Heureusement, il y a les magazines et les revues ! En l'occurrence *La Revue* (1) dont nous suivons l'envol depuis le premier numéro et qui présente sur les grands sujets des dossiers bien ficelés. Le dossier sur la Russie est à tous égards édifiant. Édifiant négativement car, dans ce pays qui a manqué sa transition à cause des ultralibéraux, la richesse insultante de quelques-uns est présentée, en remarquables photos, face à l'extrême misère d'innombrables Russes. Mais, de manière positive, Jacques Sapir montre dans un entretien qui fera référence que la puissance russe se reconstitue (quant à l'économie, aux finances, à l'armée) et se trouve en mesure de contrebalancer l'empire américain - déclinant mais toujours dangereux.

À noter par ailleurs : un intéressant témoignage de Jean Daniel, *Mon Algérie*, et une solide présentation des systèmes de pilotage automatique, civils et militaires, par le général Copel.

Jacques BLANGY

📖 (1) *La Revue*, bimestriel international, n° 10, septembre-octobre, 2007, 7,50 € dans les kiosques. 🌐 www.larevue.info

Le temps des immigrés

Depuis vingt cinq ans, le débat sur l'immigration a lieu sous l'empire de la pulsion, de l'observation fallacieuse, du sondage imbécile. Et si, pour en finir avec les clichés, nous écoutons attentivement les démographes ?

En l'occurrence un démographe et pas n'importe lequel : François Héran, directeur de l'*Institut national d'études démographiques*. Sur la question de l'immigration, maltraitée par les polémiques, cet homme de science jette un regard froid qui paraît procéder d'une analyse quantitative et de soucis strictement utilitaristes : combien de migrants chez nous, et combien ça pèse dans la balance démographique ?

Ce jet d'eau glaciale dans la bouilloire a d'excellents effets. S'ils lisent l'étude de François Héran, ceux qui adhèrent aux solutions de MM. Le Pen et Hortefeux au motif qu'il y a *trop d'immigrés* en viendront à réviser sérieusement leur opinion.

Trop par rapport à qui et à quoi ? Le spectacle d'une rue de Paris ou de Marseille ne nous renseigne ni sur la population immigrée, ni sur les risques qu'elle ferait courir à l'identité nationale : il est impossible de discerner dans la foule le touriste russe du migrant polonais, l'Antillais tricolore du clandestin malien, le Maghrébin du Portugais. Il faut donc avoir recours aux statistiques, qui sont toujours difficiles à établir comme François Héran le montre avec soin, mais qui permettent cependant de constituer des réalités solides - des flux et des stocks - sur lesquelles il est possible d'organiser sérieusement le débat politique.

Trop d'immigrés par rapport aux autres pays ? Le problème, c'est que toutes les populations européennes estiment *a priori* qu'elles reçoivent plus d'immigrants que les autres ! Nous sommes victimes de cette illusion : la France accueille moins d'immigrés que bien d'autres nations, ce dont il ne faut pas se féliciter. Ainsi, « *un solde migratoire est substantiel s'il atteint 5 ‰, massifs s'il avoisine 10 ‰, mais rien de tel s'il reste inférieur à 3 ‰ [c'est notre cas] après deux majorations de précaution* ».

Trop d'enfants issus de l'immigration ? Parmi ceux qui l'affirment, beaucoup devraient se remettre en cause puisque *près d'un Français sur quatre a au moins un de ses grands-parents immigré*. Par ailleurs, il n'est pas vrai que les femmes immigrées font plus d'enfants que les françaises : les premières sont à peine plus fécondes que les secondes et le fantasme de la maghrébine chargée de sept ou huit marmots doit être définitivement balayé.

Trop d'immigration de peuplement par rapport à l'immigration de travail ? C'est le slogan à la mode, qui inspire la loi Hortefeux de 2007. Ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui a inventé la distinction entre le *subi* et le *choisi* mais Romano Prodi qui, devenu chef de gouvernement, a définitivement renoncé au système des quotas - de même que l'Espa-

gne qui a procédé elle aussi à des régularisations massives. François Héran montre par ailleurs que les immigrés sont deux fois plus nombreux au Canada et en Suisse que chez nous, alors que ces deux pays ont une politique de sélection de la migration de travail. Nous voulons mettre en œuvre des techniques qui ont déjà échoué dans plusieurs autres nations : quelle formidable intelligence du réel !

Trop d'immigrés par rapport à notre démographie ? Sans perdre de vue les droits de l'homme, François Héran met en valeur l'intérêt national : vouloir à toute force réduire notre solde migratoire, par démagogie xénophobe et raciste, c'est à terme condamner la France au déficit démographique. Nous y échappons actuellement grâce à l'immigration et, pour compenser la baisse prévue du solde naturel (excédent des naissances sur les décès) nous devons faire en sorte que le solde migratoire (excédent des entrées sur les sorties) soit positif. La démonstration est, de ce point de vue, implacable.

Sans tomber dans l'angélisme de l'extrême gauche, sans rien concéder au cynisme (la question des droits de l'homme est primordiale) sans négliger les nécessités de l'ordre public (la France doit demeurer souveraine en matière d'immigration) il faut dire et répéter que nous avons besoin des immigrés pour assurer notre avenir.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) François Héran - « *Le temps des immigrés, Essai sur le destin de la population française* », La République des Idées, Seuil, 2007. prix franco : 12 €. ➡ Achat immédiat

Éloge de l'État spectacle

Multiple et salutaire Régis Debray... Je venais à peine de lire avec plaisir son essai court et incisif sur *l'obscénité démocratique* (1) que Marianne m'offrait les bonnes pages d'un autre opus d'aussi bonne tenue, allègre, rentre-dedans, à l'enseigne du *dialogue des civilisations* (2) et surtout à l'encontre de la bien-pensance qui voudrait qu'entre gens de culture le consensuel prime forcément sur le conflictuel. L'écrivain excelle dans ce genre intempestif dont le mérite premier est de faire réfléchir, souvent sur le dos des idées toutes faites et des évidences trompeuses. Laissons provisoirement de côté la confrontation des identités culturelles pour recevoir la leçon salubre qui s'attache à démasquer l'indécence mortifère du narcissisme contemporain. Certes, Régis Debray n'est pas seul sur cette ligne où on lui trouve aisément des alliés. De Christopher Lasch à Philippe Muray en passant par Jean-Claude Michéa et quelques autres, il existe un front de résistance où de solides alliances se nouent pour la défense de ce qu'Orwell appelait *la décence*, et qui est bien autre chose qu'une pudibonderie effarouchée. Mais chacun dans son registre joue une partition qui lui est propre au sein d'un ensemble symphonique où les thèmes et variations servent à une commune exploration. La partition de Régis Debray se distingue par l'acuité de son actualité et l'heureuse conjonction de ses correspondances. Ainsi la volée de bois vert qu'il avait administrée aux grotesques exhibitions d'un récent festival d'Avignon est en relation directe avec l'analyse sévère qu'il fait du « tout à l'ego » de nos modernes politiques.

Ce qu'il y a d'identique dans l'affichage de l'intimité des émules multiples d'un Kennedy et d'un Giscard et dans les provocations scatologiques de quelques théâtres pourrait se définir par le refus de la médiation symbolique sans laquelle les liens sociaux se délitent. Aussi est-il de salut public de revenir sur la mythification (et la mystification) sur quoi repose l'ultra-célèbre dogme soixante-huitard qui porte l'anathème sur *la société du spectacle*. Pourquoi ne pas l'avouer ? Avec ma génération, j'ai subi l'attraction situationniste et je n'ai jamais chassé Guy Debord de ma bibliothèque. Il y avait d'ailleurs une part de vrai dans cette dénonciation d'un spectacle déréalisant, aliénant et manipulateur. Mais à force de seriner le même refrain on risquait d'oublier que *la scène*, comme disait Valéry, est un lieu métaphysique, à l'instar de l'Autel et du Tribunal et que s'y célèbre une alchimie du désir et des pulsions infiniment utiles à la pacification des mœurs. Sans la ritualisation théâtrale, sans la médiation de l'art, la violence se déchaîne et plus généralement les processus d'humanisation se délitent ou se grippent : « *Ob-scenus : ce qui reste d'un homme quand il ne se met plus en scène (ob : à la place, en échange de). Quand s'exhibe ce que l'on doit cacher ou éviter. Tel est le premier sens du mot, dont le second fut,*

conséquemment, sinistre ou de mauvais augure. Le pluriel neutre, obscena, désignait les excréments. » On sait qu'au sens propre, Avignon 2005, exhiba carrément le pluriel neutre. Ce n'était que la conséquence de l'abandon voulu de la scène symbolique, au profit de l'immédiat, du vécu, celui que la télévision nous montre en direct dans les *reality shows*.

Les quatre pages que Régis Debray consacre à Guy Debord sont décisives : « *Repeinte en rouge vif, couleur révolution prolétarienne, fond de l'air oblige, cette exaltation vantarde de l'immédiateté postule un éternel printemps où notre vérité nous serait donnée d'instinct et sans frais, sans avoir à se construire péniblement dans des salles de classe et de spectacle ; où personne n'aurait plus besoin de sortir de soi pour joindre ses deux bouts ; de s'expatrier dans l'imaginaire pour affronter son réel immédiat. Ni de passer par les fous pour connaître les normaux, par l'observation des sauvages pour découvrir ce que civilisé veut dire. Le choix est entre une société qui apprend par le spectacle à se déprenre d'elle-même et une société spéculaire, qui a le nez collé sur la glace pour se mirer et s'admirer dans son être-là.* » En quelques lignes nous faisons le bilan de tous nos maux, en tête desquels il faut sans doute inscrire les pédagogies actives et la fameuse ouverture sur la vie dont le résultat net est le largage de la culture classique.

Mais l'objet premier – l'obscénité démocratique – concerne la politique d'aujourd'hui et requiert une attention soutenue. Que signifie en effet la disparition des invisibles, des grandes généralités qui assureraient hier le lien social, l'appartenance à une nation, sous prétexte d'attention généreuse et cordiale aux souffrances des vraies gens ? Le philosophe discerne le retour au nominalisme médiéval, lorsque à la suite d'Occam le concret individuel rendait irréels les concepts : « *Visionneurs sans visions, orphelins des plans larges, nous faisons de même devant tout ce qui ne passe pas à la télé. République, Nation, État, les Invisibles deviennent des conventions de langage, des flatus vocis sans réalité propre.* » L'évanescence du bien public s'ensuit avec l'éclatement individualiste et l'inflation de l'émotionnel. Voilà qui nous renvoie aussi à un autre observateur sagace des destructions du symbolique et de la difficulté contemporaine pour le sujet à se constituer, Pierre Legendre. Car je pense que l'auteur de *l'obscénité démocratique* sera d'accord pour admettre qu'avec l'effondrement des mythes collectifs, l'individu lui-même est perdant. Lui reprocher son culte des adhésions collectives et son bonheur des identités communes sous prétexte que l'égotisme serait plus aimable, ne tient pas compte de la relation fondatrice de l'individu avec le lieu social de son émergence.

Peut-être que Régis Debray est plus attentif à la solidarité républicaine et Pierre Legendre au processus de fondation de l'individu mais l'un et l'autre sont en accord profond sur les fonctions symboliques des institutions. Legendre aussi s'insurge contre le débraillé contemporain et la propension des politiques à étaler leur intimité alors qu'ils ont une fonction indispensable de représentation. Sans la médiation de celle-ci, l'autisme menace et le narcissisme apparaît pour ce qu'il est, un instrument de dissolution de l'individu. L'obscénité sociale voudrait effacer jusqu'au sentiment personnel de honte et d'estime de soi. Érigée en normalité elle détruit la conscience même.

📖 (1) Régis Debray - « *L'obscénité démocratique* », Café Voltaire, Flammarion, prix franco : 13 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Régis Debray - « *Un mythe contemporain : le dialogue des civilisations* », CNRS éditions, prix franco : 6 €. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



L'avocat de la terreur

Sorti en juin dernier, le film *L'Avocat de la terreur* est toujours dans les salles quatre mois après, ce qui pour un documentaire est un bel exploit.

Maitre Vergès apprécie beaucoup les terroristes. Maître Vergès les aime tant qu'il les épouse ou qu'il prend d'elles un soin tout dévoué pendant leur captivité : Magdalena Kopp raconte avec des trémolos dans la voix que son avocat lui apportait en prison des douceurs gastronomiques luxueuses... et qu'à sa libération, ce furent libations au champagne et tendres réjouissances... Dans sa petite cellule, elle a même tricoté un beau pull en jacquard pour son bon avocat... Mais, à aucun moment, cette douce vieille dame n'exprime une once de remord pour les innocents atomisés par ses bombes, pas la moindre pensée pour les estropiés et les familles détruites...

Le titre de ma chronique aurait pu être *Un pull tricoté dans le sang...*

Ce documentaire hors du commun, *L'Avocat de la terreur*, de Barbet Schroeder est passionnant. Composé de manière très équilibrée, d'entretiens avec Jacques Vergès lui-même, de films d'actualité, de témoignages des amis de Vergès et des terroristes défendus par l'avocat, il nous entraîne dans le labyrinthe des diverses factions extrémistes, des compromis politiques de tous bords, du nazisme, des potentats africains, des régimes totalitaires extrême-orientaux et chinois. Ce qui nous frappe, ce sont les imbrications, hors de toute logique, qui nous sont révélées au fil des films et des entretiens, entre tous ces composants.

On nous livre les faits de toutes ces années passées et le pull sanglant se tricote d'attentats en enlèvements, de procès en tueries, de personnages impitoyables en personnages murés dans leur passé criminel, et Vergès, œil vif et parole précise, joue de son extrême adresse et de son charme pour ne rien nous dévoiler, ni de ses activités, ni de ce qu'il sait, tout en faisant rire...

L'évidence est qu'il se sert des prétoires emblématiques qu'on lui offre pour proclamer sa haine personnelle de tout ce qui pourrait ressembler à un colonialisme, à un ordre établi, à une conviction. Ce qui l'amène à défendre une chose et son contraire, avec la même virtuosité.

Doté d'un ego gargantuesque, d'une intelligence vive, de grands dons de tribun, d'un cynisme raffiné, d'un humour insidieux Maître Vergès est, en effet, un personnage fascinant. Un caméléon.

Et c'est précisément pour ces raisons qu'on ne peut que regretter amèrement qu'il n'ait pas mis son grand talent au service de causes plus justes et plus humaines.

Peut-il, avec tous ses dons, jouir encore du bénéfice du doute ? N'a-t-il pas outrepassé ses droits d'avocat en détournant les causes au service de ses propres obsessions ?

Tout être a droit à une défense. Oui.

Pourtant certaines défenses condamnent à ne jamais savoir revenir sur ses pas....

Marie DEVAL

Camarade roi

Où l'on apprend que la Tradition permet la Révolution et que la Contre-révolution ouvre les portes du Progrès.

Le titre lui-même est une invitation irrésistible. Comment en effet ne pas ouvrir un livre qui s'intitule *La véritable histoire du dernier roi socialiste* ? Et plus encore quand il est signé Roy Lewis (1913-1996), l'auteur de l'inoubliable « fantaisie préhistorique » *Pourquoi j'ai mangé mon père* (si ce bijou vous a échappé, achetez-le immédiatement, Babel 215). Et l'on n'est pas déçu : le même ton élégant et souriant, un humour sans méchanceté, une humanité sensible et une intelligence aiguë des situations, quelque chose de l'esprit d'un Chesterton mais avec une autre philosophie de la vie.

Grâce à l'intervention de l'Angleterre, la Révolution de février 1848 a triomphé et un régime socialiste d'inspiration luddite, c'est-à-dire à la fois égalitaire et anti-industriel, s'est installé dans toute l'Europe, Russie comprise, et en Amérique. Certains pays ont pourtant conservé leur monarchie. C'est évidemment le cas de l'Angleterre où règne une dynastie anglo-indienne, descendant de la reine Victoria et du Grand Moghol, assurant ainsi la pérennité des liens entre le Royaume-Uni et les Indes. George Akbar I est le dernier représentant de cette dynastie. Par le truchement de Roy Lewis, il nous raconte son histoire, une histoire qui va rencontrer l'Histoire.

Apparemment, la société socialiste est un véritable paradis champêtre : paysans, artisans et petits marchands vivent dans un monde immuable et heureux qu'aucun progrès technique ne vient jamais troubler. Tout s'est

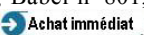
arrêté en 1848, l'humanité connaît enfin l'harmonie. Mais les apparences sont trompeuses. Il y a d'abord l'Inpatco, un étrange clergé qui vit à l'écart de la société dans des zones interdites et qui poursuit recherches scientifiques et techniques, tout en s'en assurant le monopole. Le secret est la règle, mais peut-on tout cacher ?

Il y a ensuite le mystérieux groupe contre-révolutionnaire, *Lnf* (Laissez-nous faire), inspiré par le non moins mystérieux théoricien autrichien Popek (Popper + Hayek), dont la propagande pénètre petit à petit la société. La police peut-elle tout contrôler ? Il y a encore un régime qui ne tient plus ses promesses, qui vacille sur ses bases, qui sera bientôt prêt à tout sacrifier pour se survivre à lui-même. La guerre préserverait-elle la paix ?

Et il y a enfin George Akbar I, camarade roi d'Angleterre et empereur des Indes, anglais et indien, chrétien et musulman, ancien amant d'une égarée du *Lnf*, époux aimant d'une princesse indienne, père d'un enfant que le diabète tue, et humain, profondément humain. Il sera le dernier roi socialiste. Sans grandes illusions, mais sans remords non plus, il portera le coup de grâce au régime. 1949, le libéralisme triomphe.

Cette trame générale n'est que le squelette de cette formidable fable philosophique qui stimulera votre réflexion, sans jamais vous ennuyer.

Patrick PIERRAN.

📖 Roy Lewis - « *La véritable histoire du dernier roi socialiste* », Actes Sud, Babel n° 801, prix franco : 10 €. 

IFCCE

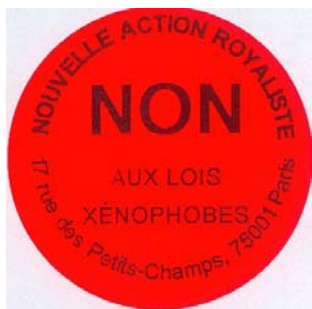
Prochaine session de politique appliquée
à La-Chapelle-Saint-Luc les 27 et 28 octobre 2007

Souveraineté nationale et mondialisation

C'est le thème retenu pour la prochaine session de politique appliquée. Sociologues et politiques en débattront pour et avec le public les 27 et 28 octobre prochains. Principaux intervenants : Hakim El Karoui, agrégé de géographie et ancienne "plume" de Jean-Pierre Raffarin et Jacques Nikonoff, membre fondateur de la Fondation Marc-Bloch et de l'association ATTAC.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

AUTOCOLLANTS



Nouvel autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

Différents autres modèles sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

► Autocollant rond « **UN ROI, pourquoi pas ?** » rond (64 mm) de couleur jaune fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

► Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « **Royaliste, le journal qui bouscule les idées reçues** », noir sur fond

jaune, vendu par planche de 14.

► Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Face à l'économie sauvage : monarchie populaire** », noir sur fond vert fluo, vendu par planche de 24.

► Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **Avec les royalistes, préparons la France de demain** », noir sur fond rouge fluo, vendu par planche de 24.

► Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « **7 pays d'Europe sur 15 ont un roi... Pourquoi pas nous ?** », noir sur fond jaune fluo, vendu par planche de 24.

Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 10 octobre** - Rémi Brague enseigne la philosophie médiévale de langue arabe à la Sorbonne et à Munich. Auteur d'ouvrages magistraux (*La Sagesse du monde* en 2002, *La Loi de Dieu* en 2005), il a récemment publié un recueil d'études et de communications (*Au moyen du Moyen Âge*) qui concerne au plus haut point tous ceux qui craignent le « choc des civilisations » et qui espèrent le dialogue entre des sociétés de traditions différentes. Détruisant les jolis mythes et les légendes noires qui circulent sur le passé de l'Europe chrétienne et sur son dialogue avec l'islam, **Rémi BRAGUE** répondra à une question complexe : « **A quoi bon le Moyen Âge ?** » Sur « l'héritage chrétien », sur les « philosophes musulmans », sur le jeu des influences entre Orient et Occident, Rémi Bra-

gue brise quelques songes historiques pour donner ses chances au dialogue à venir entre les civilisations.

● **Mercredi 17 octobre** - Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, **Arnaud TEYSSIER** est haut fonctionnaire et professeur associé à l'université de Paris I. Invité à nos réunions pour ses ouvrages sur Lyautey et sur la famille d'Orléans, il revient pour nous présenter un livre d'histoire et d'actualité. Sa réflexion porte sur « **L'héritage de Richelieu** » : le Cardinal fut à la fois l'incarnation du serviteur du pouvoir politique et le théoricien de la puissance de gouverner en un moment où, grâce à lui, l'État prend force. L'homme qui a manifestement inspiré la République gaullienne est aujourd'hui totalement récusé par les théoriciens et les praticiens de la « gouvernance », du laisser-faire et de la soumission aux puissances extérieures. Pour ceux qui préservent l'idée du gouvernement de la nation dans le souci du bien public, la politique de Richelieu demeure exemplaire.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Guerre éclair

Encore et toujours Nicolas Sarkozy. S'inscrit-il, comme l'affirme Anicet Le Pors (1), dans la lignée bonapartiste ? Je conteste la thèse d'une reprise de la tradition plébiscitaire par le général de Gaulle en 1962 mais il me paraît judicieux d'évoquer – cette fois à bon escient – un *coup d'État permanent*.

Sans qu'il soit besoin de faire appel aux troupiers, Nicolas Sarkozy a détruit la fonction présidentielle – le principe d'arbitrage est constamment violé – et s'est emparé de l'hôtel Matignon et des ministères-clés. Le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est interrompu et nous sommes passés sous la coupe d'un autocrate. Celui-ci impressionne parce qu'il nous a fait passer de la molle « gouvernance » à l'activisme débridé.

Sa victoire n'est pas politique. C'est celle d'un militaire de pronunciamiento. Nicolas Sarkozy ne porte pas l'uniforme mais, comme un quelconque *caudillo*, il s'appuie sur des forces sociales qui croient tenir leur complète revanche sur le Front populaire et sur la révolution gaullienne de 1944-1946.

Pour jouir pleinement de son pouvoir, pour transformer l'élection de 2012 en plébiscite, Nicolas Sarkozy ne se contente pas de soutenir le Medef et la haute bourgeoisie financière : il est le chef d'une guerre menée contre une grande partie des habitants de notre pays. Guerre aux salariés du secteur privé, aux fonctionnaires ; guerre aux journalistes indépendants, aux magistrats ; guerre aux immigrés considérés comme des ennemis de l'in-

térieur ou des envahisseurs potentiels et non plus, selon notre tradition, comme des Français en devenir.

Nicolas Sarkozy ne sera jamais sensible aux raisonnements politiques ni aux appels à la pitié. Il faut lui parler le seul langage qu'il connaisse : celui de la stratégie et de la tactique militaires.

La guerre éclair que l'autocrate mène depuis son retour d'Amérique est époustouflante : il attaque sur tous les fronts, à la tête de sa



troupe. Il est possible qu'il gagne des combats tactiques contre diverses catégories professionnelles mais il est en train de commettre des erreurs stratégiques.

Erreur en politique étrangère : le tournant à droite (2), aggravé par le tropisme américain nous met sous l'égide d'une puissance qui a perdu deux guerres – celle d'Irak et celle d'Afghanistan – et qui subit une très grave crise financière. La tactique qui consiste à miser sur l'Otan, pour faire des économies, et à désorganiser le Quai d'Orsay au nom de la lutte obsessionnelle contre l'immigration, ne provoque pas seulement la colère de nombreux diplomates et militaires : elle heurte le sentiment profond de la

majorité des Français, toujours attachés aux principes gaulliens : défense nationale indépendante, promotion de la France dans le monde.

Erreur en politique européenne : Nicolas Sarkozy croit qu'il imposera aux Français une version légèrement édulcorée du « traité constitutionnel » et qu'il s'imposera à nos partenaires de l'Union tout en critiquant Jean-Claude Trichet. La désastreuse montée de l'euro va l'obliger à faire très vite des choix cruciaux : ou bien il pratique une politique de rupture, protectionniste, pour le salut de la France et de l'Union européenne ; ou bien il s'incline devant la Commission et la BCE – ce qui provoquera la colère de tous ceux qui l'ont élu à cause de la tonalité gaulliste de ses discours.

Erreurs en politique intérieure : la relance par réduction de l'imposition des plus riches est une illusion théorique qui se vérifie dans la pratique : la croissance reste faible et le chômage caché augmente. La question de l'immigration n'est pas primordiale aux yeux de Français qui, massivement, s'opposent depuis 1995 à la destruction de notre système social. Quelles que soient les manœuvres syndicales, il y aura dans la rue de nouvelles répliques violentes qui effaceront les deux avantages dont Nicolas Sarkozy bénéficie : l'inexistence d'une opposition ravagée par ses propres conflits et la soumission des principaux médias.

Il faudra que Nicolas Sarkozy se démasque comme ultra-libéral, sans qu'il soit pour autant obligé de signer sa défaite : une explosion désordonnée des mécontentements pourrait le servir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. « Dérive bonapartiste », *L'Humanité* du 27 août. Je conserve ce texte, en vue d'une discussion approfondie.

(2) Cf. l'article d'Yves La Marck, *Royaliste* n° 909.